

Les questions d'ordre juridique des prestataires et conseils en écriture

Dans la « jungle » juridique, le prestataire et conseil en écriture se trouve souvent bien seul. De cette constatation, faite par la plupart des adhérents du SNPCE, est née l'idée de regrouper les questions qui reviennent le plus souvent.

Le Syndicat, dans le cadre de son action en faveur de la défense de ses adhérents, a offert à ces derniers, via les services du cabinet Juris Consulting, les réponses aux questions listées ci-dessous.

1. Le droit d'auteur

- En cas de publication d'un document écrit par nos soins, existe-t-il des possibilités de droits d'auteurs ?
- Qu'en est-il des mentions légales pour ce genre de contrat ?

2. L'erreur de positionnement

- Je suis passé sur le terrain du juriste (profession règlementée).
 - Celui-ci m'attaque pour exercice illégal. Comment suis-je défendu ?
 - Celui-ci m'attaque car je lui ai causé un préjudice (perte de chance). Que faire ?

3. Le litige avec un fournisseur

- Que faire, où s'adresser en cas de litige avec un webmaster ?
- Mon webmaster m'impose la perte de tout droit sur mon site (qu'il a créé) si je ne renouvelle pas le contrat d'abonnement à son terme. Est-ce abusif de sa part ?
- Que faire en cas de litige avec un associé de société civile professionnelle de moyens abritant le locatif de bureaux partagés ?
- Un démarcheur me propose une prestation à laquelle je souscris. Cette dernière s'avère être une arnaque. Quelles sont les modalités qui me permettent de m'en sortir « le moins mal » ?

4. L'acte de vente

- Dans quelle mesure suis-je obligé de fournir :
 - un devis ?
 - des conditions de vente ?
 - une convention ?
- Si je manque à ces devoirs, que peut-il m'arriver, à l'exception d'un impayé ?
- Comment obtenir un paiement de la part d'un mauvais payeur ?
- Quelles sont les mentions à faire impérativement figurer sur une facture ?
- Que se passe-t-il si l'une d'entre elles manque ?
- « En cas de retard, des intérêts seront retenus pour un taux égal à 1.5 fois le taux d'intérêt légal » est une formule lisible sur certaines factures.
 - Où trouve-t-on le taux de cet intérêt ?
 - Comment est-il exigible ?
 - A partir de quand estime-t-on qu'il y a retard de livraison d'un travail ou de paiement par le client ?
- Quels sont les recours contre les mauvais payeurs, outre les procédures lourdes classiques ?
- Mon client vient de déposer le bilan, me laissant une ardoise d'impayés. Comment réagir au mieux ?
- Dans le cadre d'un travail commandé par Internet, puis-je exiger le paiement à l'avance de la totalité de mon devis, sous réserve d'encaissement ultérieur ?

5. La confidentialité

- Comment assurer une confidentialité aux personnes qui font appel à mes services ?
- Quelles sont les limites exactes du secret professionnel, du devoir de réserve ?

6. La protection contre les attaques des clients

- Comment me protéger contre d'éventuelles attaques, pour diffamation par exemple ?
- Je fais un courrier à un client qui m'attaque pour défaut de résultat. Quels sont mes moyens de défense ?
- L'un de mes clients est potentiellement sous curatelle ou sous tutelle. Comment me couvrir ?
- Quelle est la valeur juridique de la décharge de responsabilité ? Quelle forme lui donner ?

7. Liens avec le comptable

- Un expert-comptable peut-il déroger à l'établissement d'une convention de ses services pour le compte de son client ?
- Lorsqu'aucune convention n'a été signée avec l'expert-comptable en charge de la comptabilité depuis plusieurs années, que faire si celui-ci, à travail similaire, augmente ses honoraires subitement de façon éhontée ?

8. Formes spécifiques de travail

- Quelles sont les spécificités juridiques du travail à distance (délai de rétractation du client, etc.) ?
- Quelles sont les règles, les risques, les complexités de la sous-traitance, de la cotraitance, du groupement conjoint, du groupement solidaire dans le cadre d'un marché privé ? d'un marché public ?

9. Edition, autoédition, coédition

- Quels sont les éléments à connaître sur le copyright, la responsabilité et la signature des textes écrits par l'écrivain public ?
- Quelles sont les conditions de fiscalité et de facturation des travaux d'écriture débouchant sur un livre (5,50%) ?
- Faire une autoédition pour un client ou pour soi-même implique-t-il une déclaration RCS ?
- Quelles sont les conséquences du choix du statut d'auteur ou de co-auteur ? Quels intérêts fiscaux sont applicables ?
- Dans le cas d'une demande de publication par un client, quelles sont les règles à suivre et les protections juridiques éventuelles ?

10. Statut d'entreprise

- L'assurance responsabilité civile professionnelle et de la déclaration d'insaisissabilité du domicile sont-elles nécessaires ? Pourquoi ?
- Quelles sont les limites et facilités du statut d'association loi 1901 ?

11. Impôts, taxes, prélèvements obligatoires

- Quelle TVA appliquer sur quel type de prestation ?
- Ma caisse de sécurité sociale met trois mois à me rembourser un trop-perçu de cotisations. Quels recours puis-je exercer ?

12. Statut, domiciliation, transmission

- Comment choisir judicieusement mon statut d'exploitation en fonction de ma situation familiale, patrimoniale, financière... et combien coûte une étude à ce sujet ?
- Quelles sont les règles en vigueur pour la domiciliation d'une activité indépendante ou sociétale au domicile de l'exploitant (en lotissement, en collectif, en HLM, et selon qu'on est propriétaire ou locataire) ?
- Quelles sont les règles de transmission d'une entreprise d'écrivain public et combien de temps à l'avance faut-il y réfléchir pour que l'opération soit à la fois la moins coûteuse et la moins risquée possible ?